

Article 5 :

**LA PROBLEMATIQUE DE LA GESTION DES DECHETS SOLIDES DANS LA
VILLE DE BANGUI**

Albert SAOUPAL

Enseignant Chercheur

Département de Géographie

Université de Bangui

saoupal@yahoo.fr

RESUME

Les déchets posent des défis nombreux et variés au gouvernement et aux collectivités à Bangui. Dans cette capitale, les quantités de déchets produits sont en augmentation. Ils sont mal gérés et ne sont pas ramassés ; les décharges sont inadaptées ou sont contaminées par des matières dangereuses. Or, la mauvaise gestion des déchets entraîne des conséquences majeures sur la santé humaine, en particulier pour les personnes habitant près des sites d'élimination. La protection de la santé est la raison pour laquelle les autorités et la municipalité centrale de Bangui ramassent les ordures ménagères ou les déchets solides municipaux. Ces déchets nuisent également à l'air, à l'eau et aux sols. Au niveau social, les déchets ont un impact disproportionné sur les populations pauvres et marginalisées de Bangui. Les ramasseurs d'ordures et autres chiffonniers, tout particulièrement les enfants, ont le plus de difficultés à trouver une place au sein des économies locales.

Pour répondre aux défis et opportunités de la gestion des déchets, le gouvernement centrafricain peut compter sur une grande richesse de ressources. Il peut se référer aux principes directeurs fondamentaux, tels que la hiérarchie des modes de gestion des déchets, le concept de cycle de vie d'un produit et la conception du déchet comme ressource. Etablir des buts, objectifs et des cibles permet de définir clairement la finalité de l'orientation choisie et ses étapes importantes. Des outils de réglementation, économiques, d'information et d'autres outils d'orientation sont disponibles et ont servi à d'autres. La grande diversité des sources d'information et les nombreux exemples réussis disponibles peuvent contribuer à prendre les bonnes décisions.

Mots clés : Problématique, déchets solides municipaux (ou ménagers), gestion des déchets solides municipaux (ou ménagers).

ABSTRACT

Wastes pose numerous and various challenges for the government and collectivities in Bangui. The quantities of wastes produced in that capital are increasing. Wastes are mismanaged and they are not collected. The rubbish dumps are unsuitable or are contaminated with dangerous materials. Poor wastes management carries important consequences on human health

particularly for people living next to the disposal sites. Health preservation is the reason why Bangui authorities and central municipality are collecting garbage or local solid wastes. Wastes also impact air, water and soil. At the social level, wastes have a disproportionate impact on the poor and marginalized people in Bangui. Wastes collectors and ragmen, especially children, have the most difficulties in finding a room with in local economies. To meet wastes management challenges and opportunities, the central African government can rely on a great variety of resources. It can refer to the basic guiding principles such as the hierarchy in wastes management modes, the product life cycle concept and the conception of wastes as resource. Setting goals, objectives and targets allows to clearly defining the purpose of the chosen orientation and its important steps. Economic and information regulatory tools and other orientation tools are available and have been useful for others. The great variety of information sources and the numerous successful examples available can contribute to make good decision.

Keywords: *Problematic, local or household solid wastes, local household solid wastes management.*

Si cet article vous intéresse, vous pouvez [télécharger gratuitement ici](#).

INTRODUCTION

Les déchets solides ménagers (DSM) sont souvent gérés tant au niveau local que national. Or, adopter la gestion des déchets comme une priorité nationale est l'occasion de donner au problème une visibilité politique et sociale. D'y consacrer des moyens en adéquation, de garantir une action coordonnée, et d'assurer la bonne marche des marchés nationaux pour les matières et matériaux valorisés.

A Bangui, la gestion des déchets a connu quelques évolutions notoires depuis sa création. Cette évolution a commencé à se ressentir de façon sensible sur la gestion publique à partir des indépendances. La légère croissance économique et la volonté des autorités politiques de l'époque (plus précisément à l'époque de Jean Bedel Bokassa), de répondre à un souci de modernisation à l'image des capitales occidentales, est certainement à l'origine des premières mutations dans la façon de gérer les ordures ménagères. Au fil des ans un cadre législatif et réglementaire a peu à peu vu le jour et à la faveur de la croissance démographique et spatiale de la ville, des nouvelles techniques ont été introduites. Ces mutations ne se sont pas faites sans conséquences dans les habitudes des populations. Des dysfonctionnements sont donc très vite apparus dans les différents changements de systèmes.

A partir des années 1990, à la faveur de la démocratisation naissante en Afrique subsaharienne, mais surtout d'une crise de l'emploi et de l'économie, l'on a assisté à l'émergence des organisations non gouvernementales (ONG) qui, pour palier l'incapacité de l'Etat à faire face à ces dépenses dites de souveraineté (payer les salaires des fonctionnaires entre autres), essayent d'intervenir dans des secteurs communautaires, tels que la gestion des déchets, en créant au passage quelques emplois. Ceci a eu pour conséquence d'entraîner une dynamique d'acteurs privés ou associatifs. Le système actuel de gestion des déchets à Bangui n'est pas adapté mais surtout, est confronté à une diversité de problèmes.

Dans cet article, nous allons présenter la problématique de la gestion des déchets à Bangui, ensuite suivront la méthodologie de travail et l'hypothèse, puis les résultats et discussions avant d'aboutir à une conclusion.

1. LA PROBLEMATIQUE DE LA GESTION DES DECHETS A BANGUI

La ville de Bangui, capitale de la RCA, est la seule grande ville du pays de plus de 500 000 habitants et compte aujourd'hui environ 700 000 habitants¹ qui produisent en moyenne quotidiennement 400 tonnes de déchets ménagers. Cette impressionnante quantité de déchets produits par la population apporte quotidiennement son lot de nuisances au plan sanitaire : avec des risques en matière de santé publique et d'hygiène notamment en empêchant l'écoulement des eaux de ruissellement mais surtout en bouchant les caniveaux et les collecteurs d'eaux usées qui servent d'exutoires aux déchets solides très souvent.

Comme nuisance olfactive : les odeurs pestilentielles gênent considérablement l'utilisation de l'espace public par les usagers et se répand jusque dans les concessions d'habitat rendant difficile l'exploitation des cours des habitations par les propriétaires ou les occupants. Enfin la nuisance visuelle : l'image d'une ville polluée et envahie par les tas de détritiques qui jonchent les dépotoirs parfois jusqu'à obstruer certaines rues est très dégradante pour une capitale qui se veut coquette et dont le choix par le colonisateur s'est fait justement en raison entre autres, des conditions d'hygiène favorable qu'offrait le site.

Les pouvoirs publics ont de plus en plus de mal à faire face aux multiples défis complexes qu'ils doivent affronter tous les jours. Selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisé en 2001 et publié en octobre 2003, la population serait plus de 690 000 habitants ; elle développe des services urbains et un arrière-pays qui continue de garder un caractère rural. La différence entre ces deux formes de mentalités est à l'origine des difficultés rencontrées dans la gestion urbaine de la ville mais surtout de celle des déchets. En plus de ceux-ci, il faut mentionner l'érosion, l'occupation anarchique des habitats qui ont des conséquences néfastes.

Un des nouveaux défis complexes est celui des nouveaux habitants «ruraux-urbains » qui occupent les espaces périphériques et parfois même certains quartiers centraux de la ville.

¹ Source : Mairie centrale de Bangui

Ces habitants ont une vision différente de l'espace et des possibilités habituelles de travail et de culture. En recourant à leurs inventions et à leur créativité, ils résolvent de manière exemplaire leurs problèmes. Peut-on imaginer les attitudes de ces nouveaux citoyens exclus, non seulement comme une tentative à résoudre les problèmes urgents et immédiats de la gestion des déchets solides urbains, mais aussi comme une participation active au processus de développement urbain ?

La stratégie proposée, nous la voulons claire et simple à comprendre par tous, pour stimuler l'action de chacun et engager chacun dans un processus de changement comportemental. Elle visera à mettre en cohérence les efforts de tous : populations, acteurs des secteurs associatif et privé, institutions municipales, institutions étatiques, bailleurs de fonds. La stratégie doit être un outil méthodologique de mobilisation de tous et de clarification pour l'action de chacun.

2. LA METHODOLOGIE DE TRAVAIL ET L'HYPOTHESE.

Nous avons dans le cadre de ce travail de recherche choisi d'étudier et d'analyser les problèmes fondamentaux rencontrés jusqu'ici par la ville de Bangui capitale de la RCA, dans le cas de la gestion des ordures ménagères. Notre démarche de recherche intègre d'abord dans une première étape une étude bibliographique très poussée. Dans une deuxième étape, nous avons procédé à la réalisation et la validation d'un questionnaire d'enquête ménage et d'un questionnaire d'enquête auprès des éboueurs, des récupérateurs et des marchands des pièces usagées, abandonnées initialement comme déchets mais récupérées, nettoyées et remises dans le circuit de consommation. La troisième étape a été d'effectuer les enquêtes auprès des autorités administratives en charge de cette gestion (Mairie centrale et des huit arrondissements). La quatrième étape a consisté à la validation des résultats d'enquête avec l'aide du logiciel « Sphinx » du laboratoire de cartographie de climatologie et d'études géographiques (LACCEG) du département de géographie de l'Université de Bangui. Cette validation a consisté en l'élaboration de résultats d'enquêtes sous la forme de tableaux justes et précis à partir des données recueillies sur le terrain. Alors, nous avons entamé la réflexion et la recherche sur l'élaboration d'une stratégie adaptée aux réalités socioculturelles et économiques de la ville.

L'hypothèse de base repose sur la mobilisation de l'informel sous forme d'action communautaire associée à l'action formelle réorganisée de l'autorité publique. Hypothèse mûrie dans la première phase de l'étude qui a consisté à faire l'état des lieux avec une tentative d'explication et le repérage des points forts et points faibles. De cette hypothèse, nous retenons que certains quartiers de la ville, de par les investissements en infrastructures qu'ils ont reçus ou simplement par leur position géographique dans la ville, ont une voirie et des réseaux divers corrects qui permettent une activité formelle de la gestion de l'environnement urbain (accessibilité des camions et engin de la municipalité, etc.). Dans d'autres quartiers en revanche (la majorité), l'absence d'infrastructures adéquates ou encore la disposition géographique défavorable rendent le service de gestion des déchets solides

difficile voire quasi-impossible en l'état actuel. La qualité de vie des populations de ces quartiers pauvres est largement en dessous des règles élémentaires d'assainissement, d'hygiène et de santé publique. Des solutions alternatives ont été expérimentées dans certains quartiers avec toutefois des succès assez mitigés, le manque de moyen financier n'a pas permis d'étendre ces expériences réussies, même de les poursuivre là où elles ont débuté. Dans ces quartiers, le système communautaire est le système seul capable de s'adapter aux attentes de la population par rapport aux services à apporter. Il s'agit surtout dans cette phase, d'organiser et de structurer ce secteur en vue d'une amélioration du cadre de vie des populations des quartiers pauvres là où cela est possible, tout en renforçant l'autorité publique dans la ville. Il s'agira d'insuffler une dynamique communautaire capable de prendre en charge par elle-même une partie du développement ou de l'aménagement du quartier en fédérant tous les efforts pour rendre la vie plus agréable. Il offre donc des réponses aux nombreux défis qu'affrontent les villes en matière de transport, logement, urbanisme, développement.

Au-delà de la synthèse bibliographique et des enquêtes menées sur le terrain, nous essayons de nous poser des questions qui s'articulent autour des trois concepts que nous avons évoquées : l'érosion, occupation anarchique de l'espace, enfin les conséquences sur la gestion des déchets solides à Bangui.

3. RESULTATS ET DISCUSSIONS

Le premier constat de tout habitant de Bangui, capable de faire des comparaisons, ou de tout visiteur arrivant à Bangui, est celui d'une ville encombrée de débris (immondices). La diversité des quartiers et la place de l'informel accentuent le phénomène de désolation apparente qu'offre la ville à travers la gestion des ordures ménagères, mais aussi de la dégradation des infrastructures urbaines. Tous les programmes sectoriels et projets de développement urbain en Afrique subsaharienne relèvent du seul ressort des décideurs politiques nationaux et des bailleurs de fonds internationaux. Les cadres techniques n'avaient dans ces scénarios qu'un rôle d'exécutants.

Dans cette ville, il n'existait pas à proprement parler de politique urbaine nationale efficace. Pendant longtemps la maîtrise de la planification et du développement a été laissée à la seule initiative des pouvoirs publics. La gestion des déchets à Bangui, avant les années 1990, se caractérisait le plus souvent par des formes de prestation largement héritées de l'ère coloniale, et des résultats de gestion médiocres sur le terrain.

Le premier problème posé aujourd'hui à la gestion des déchets urbains dans la ville de Bangui est l'érosion, le second problème concerne l'occupation anarchique de l'espace, le troisième problème concerne les conséquences sur la gestion des déchets solides à Bangui. Il apparaît néanmoins aujourd'hui que la maîtrise de la planification et du développement de l'environnement urbain et partant, de la gestion des déchets, passe nécessairement par une stratégie de gestion concertée qui associerait tous les acteurs de la ville.

3.1. L'Assainissement de la ville de Bangui

La question de l'assainissement fait partie de défis à relever pour le développement durable de la République Centrafricaine. Qu'il s'agisse des centres urbains, semi-urbains ou ruraux, le problème a toujours préoccupé les autorités publiques. Les plus complexes en matière d'assainissement concernent la latrinsisation, la collecte et l'évacuation des déchets solides, le drainage des eaux et la désinfestation des habitations et établissements publics.

Depuis son accession à l'indépendance, la République Centrafricaine n'a pu disposer d'une politique précise et cohérente en matière d'assainissement. Les actions qui ont été menées, incluaient l'hydraulique ou la santé et avaient peu d'effets. Sur le plan opérationnel, les activités d'assainissement ont été réalisées sur la période 1960-1980, par la prise en compte réelle de la question dans un document de politique nationale en 1983. Ce fut le document de politique nationale en matière d'Assainissement.

Ainsi, la politique d'assainissement s'est exécutée de manière disparate et les problèmes ne cessent de s'accroître. C'est la résultante de l'extension de la ville en l'absence de toute planification urbaine et de toute politique conséquente de financement, depuis plus de deux décennies, auxquelles il faut ajouter les mouvements migratoires et l'exode rural.

Aussi faut-il noter que le seul document fiable d'assainissement à l'échelle nationale reste le schéma directeur de drainage de la ville de Bangui, élaboré suite à un diagnostic complet de l'assainissement pluvial réalisé en 1992 (Etude du Programme de Développement Municipal)². Ce n'est qu'en août 2000, avec l'appui de l'OMS que le Gouvernement Centrafricain a entrepris l'élaboration d'un programme national, « ville santé », avec un programme biennal 2000/2013, intégrant la ville de Bangui. L'adoption de l'hygiène constitue un atout dans le domaine de l'assainissement.

En matière de drainage des eaux pluviales, les actions se résument aux récentes réalisations effectuées ou en cours à Bangui et dans certains centres secondaires dans le cadre des programmes des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD). La collecte des ordures ménagères longtemps effectuée par les municipalités a été confiée en affermage (prise à bail) à la société CENTRAJEL et se réduit à la ville de Bangui. Pour plus de précision, c'est à partir de 1984 que le pays va connaître de grands travaux d'utilité publique avec l'apport des partenaires à savoir :

- ✓ Drainage de la ville de Bangui / OMS-BAD ;
- ✓ Curage de la totalité des réseaux primaires et secondaires, 1994-1995, sur financement du Fonds Spécial de Développement (FSD), mis en place par la France/ PME Nationales ;
- ✓ Creusement de deux principaux collecteurs de la ville de Bangui ;

² Source : Ministère des Travaux Publics et de l'Aménagement du territoire, « Développement Municipal » Rapport de Synthèse/ Bureau d'Etude Groupe huit- janvier 1993.

³ Source : Mairie de Bangui « Document du projet », 2000.

- ✓ Réhabilitation de neuf marchés ;
- ✓ Construction de passerelles sur divers collecteurs de la ville de Bangui ;
- ✓ Ouverture des pistes / PDM-BIRD ;
- ✓ Assainissement de la partie Est de Kpéténé/ FSD ;
- ✓ Franchissement du collecteur Ecole Normale/ FED-FAC, Projet THIMO II
- ✓ Travaux d'ouvrage de voirie ;
- ✓ Drainage dans certains quartiers de Bangui/ Coopération Française, etc.

Les initiatives privées dans le sous-secteur assainissement restent insignifiantes. Seule la Société CENTRAJEL a essayé de sous-traiter avec la mairie de Bangui, en ce qui concerne le ramassage des ordures ménagères. Faute de financement adéquat, cette entreprise n'a pu étendre ses activités dans toute la ville de Bangui, notamment dans tous les quartiers périphériques.

Au niveau des initiatives mixtes, le sous-secteur a connu une intervention significative des partenaires au développement tels que : Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la Mairie de Bangui) à travers le Programme « ville/santé ». Du côté des ONG et les structures populaires telles que :

- ✓ COOPI dans ses programmes de micro réalisations contribue efficacement à l'assainissement collectif par réhabilitation des réseaux de drainage ;
- ✓ CARITAS/SDPH intervient dans l'assainissement (latrines, aires de séchage, etc.) ;
- ✓ L'ONG « Centrafrique Pays Propre » en ce qui concerne le ramassage des ordures ménagères et le désherbage des lieux publics ;
- ✓ Les Comités de Développement des Quartiers Groupe I et II et les Associations des jeunes qui contribuent à l'assainissement de leurs quartiers respectifs.

La situation du sous-secteur de l'assainissement reste préoccupante. Beaucoup reste à faire au plan institutionnel, opérationnel et financier, notamment en ce qui concerne la prise en charge de l'entretien des infrastructures existantes, de l'organisation et du fonctionnement des équipements en impliquant les populations.

3.2. Le Constat de la situation actuelle du secteur de l'Assainissement.

Le plan d'urbanisation de la ville de Bangui approuvé par décret n° 72. 324 du 29. 09. 1972⁴ constitue à nos jours malgré son ancienneté le seul document de base pour apprécier le développement physique de la ville de Bangui. Aujourd'hui, cet outil de planification et de programmation présente des limites pour une ville dont le nombre d'habitants a atteint 750 000 âmes, soit 55 000 ménages de plus qu'en 1998⁵. De nos jours, la priorité de l'Etat se porte ailleurs (sécurité, développement économique, santé, éducation, etc.). On oublie que

⁴ Source : Ministère des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, « HABITAT »

⁵ Idem

l'amélioration du cadre de vie des populations peut contribuer très fortement à la réduction des vecteurs pathogènes.

Au moment où l'économie, la sécurité du pays préoccupe à haut point les pouvoirs publics, force est de constater qu'un accent particulier n'est pas mis sur le secteur assainissement, principal atout pour l'emploi, l'économie et le développement. La situation dans ce secteur reste très préoccupante. Il faut envisager la question sous deux angles : d'abord celui des zones urbaines et centres secondaires, puis des zones périphériques.

Comme les zones urbaines, les zones rurales présentent un tableau plus inquiétant en matière d'assainissement. De plus, les structures d'assainissement restent inefficaces. Si aujourd'hui la situation du sous-secteur de l'assainissement est de plus en plus inquiétante, cela résulte du fait que le problème de l'assainissement est tributaire de plusieurs contraintes entre autres les contraintes institutionnelles, socio-culturelles et financières.

Au plan institutionnel et politique, on note une existence très limitée des institutions chargées de la question de l'assainissement. Ainsi, en dehors des communes et des services de santé qui s'efforcent d'assurer le minimum des services d'assainissement, il y a peu de projets ou d'initiatives privées s'intéressant à la question de l'assainissement. Aussi, faut-il signaler que les quelques structures existantes connaissent d'énormes problèmes de coordination dans la conception et l'exécution des actions liées à l'assainissement.

Par ailleurs, la faiblesse de l'administration compétente, par le fait de la désuétude (abandon) des services d'hygiène constitue un handicap majeur à la résolution des problèmes d'assainissement. A cela, il faut ajouter l'inexistence d'une politique nationale de l'assainissement qui définirait les priorités et les stratégies appropriées pour sortir le sous-secteur des difficultés qu'il connaît à l'heure actuelle.

Au plan financier, il faut préciser que les actions en matière d'assainissement sont très coûteuses. Or depuis quelques décennies, le sous-secteur n'est pas considéré comme prioritaire. A tel point que les crédits alloués à l'assainissement ne répondent pas aux besoins exprimés. On note une insuffisance réelle des investissements tant nationaux qu'externes. D'où l'insuffisance des infrastructures adéquates. Il faut ajouter que seule la ville de Bangui dispose de deux vidangeurs (un pour la municipalité et un autre pour l'armée).

Enfin, le gros problème de l'assainissement se situe au niveau socio-culturel. Il résulte des différentes enquêtes menées que l'habitude hygiénique de la population centrafricaine joue un rôle important dans la résolution des questions de l'assainissement. Dans les centres urbains, l'assainissement demeure encore l'affaire des pouvoirs publics. Les places publiques, les marchés, les édifices publics sont souvent inondés d'ordures volontairement entassées par les usagers. La prise en charge des infrastructures de drainage d'eaux pluviales reste l'apanage des pouvoirs publics. Les usagers se permettent même de jeter des ordures dans les quelques canaux

d'évacuation dont disposent la ville de Bangui. Ce qui aboutit à les boucher définitivement, avec pour conséquence, l'inondation permanente de certains quartiers.

3.3. La stratégie pour la collecte primaire des ordures ménagères à Bangui.

Il a été mis en place un système durable de collecte des ordures ménagères, basé sur le renforcement de la pré-collecte au niveau des quartiers où 41 dépôts de transit devraient être construits servant de sites de regroupement des ordures ménagères avant leur évacuation à la décharge finale.

Les activités du projet visaient à créer un système opérationnel de gestion des déchets solides à travers la construction de station de transfert, l'amélioration de l'accès aux décharges opérationnelles, le renforcement des capacités des parties prenantes, et la sensibilisation des communautés à la gestion des déchets solides.

A la date du 30 septembre 2016, le projet-financement original et financement additionnel a pu mettre en place et renforcer un système opérationnel de gestion des déchets solides, comprenant principalement la construction de 51 stations de transfert, la construction d'une décharge contrôlée, les opérations de collecte secondaire et d'évacuation des déchets à la décharge, et l'acquisition de divers matériels et équipements pour assurer le contrôle des opérations de collecte et le bon fonctionnement de la décharge (moto, pont bascule, chargeur sur chenille, compacteur, camion-citerne). Cela a permis à 311 026 habitants des zones couvertes par le projet d'avoir accès à un système régulier de collecte de déchets solides.

Dans le cadre des THIMO (travaux à haute intensité de main d'œuvre) mis en œuvre de mai à septembre 2014, les travaux de nettoyage des sites ont permis l'évacuation de 17 828 m³ de déchets. Le coût total des activités de cette sous-composante est de 3,382 milliards de F CFA⁶. Les derniers travaux en cours sous financement additionnel ont été tous achevés (construction d'un hangar pour abri des matériels, réparation du pont bascule). Par ailleurs, les contrats des deux entreprises (DIVERSITES, BETGS) chargées de la collecte secondaire et évacuation à la décharge sont venus à terme respectivement au 15 août 2016 et au 30 septembre 2016. Le défi immédiat de la Mairie de Bangui reste donc la prise en charge des opérations de collecte et l'exploitation de la décharge de Kolongo.

Pour ce faire, la Mairie a contracté avec l'entreprise DIVERSITES pour poursuivre les opérations de collecte des solides et d'après les informations recueillies auprès de la Mairie, un budget de 40 millions de F CFA a été sécurisé pour supporter les dépenses. En ce qui concerne la décharge de Kolongo, la mairie n'a pas pu réaliser les travaux d'aménagement recommandés

⁶Centre International de Formation des Autorités/Acteurs Locaux (CIFAL) Ouagadougou, en collaboration avec L'AMBF organise du 26 au 30 octobre 2009, une session internationale de formation sur le thème : la gestion des déchets dans les villes africaines : organisation et financement.

en avril dernier pour permettre le ressuyage des zones de stockage pendant la saison de pluies et le compactage des déchets au niveau des casiers 1 et 2. A la place, la mairie a reçu l'aide de la MUNUSCA pour repousser les déchets accumulés sur le terre-plein vers les casiers 1 et 2. Dans le court terme, la mairie devrait recevoir un lot de matériel de l'Union Européenne (30 caissons, 3 camions benne). De même, la Corée du Sud a promis de donner 5 camions bennes et la BDEAC va aussi livrer un lot de matériel comprenant 8 bennes, 1 chargeur, 1 tractopelle, 2 camions vidangeurs et 2 tondeuses à gazon. La mairie est actuellement au stade de réflexion sur la meilleure stratégie d'utilisation de ces matériels.

3.4. Les taux de collecte peu élevés liés à la taille et au niveau d'urbanisation de la ville

De manière générale, les taux de collecte, c'est-à-dire le pourcentage du volume de déchets produits, sans prendre en compte les pratiques informelles difficilement quantifiables (incinération, enfouissement, recyclage, dépôts sauvages etc.) dans les villes du Sud du Sahara se situent entre 15 et 60 % des volumes produits⁷. A partir de ces taux de déchets collectés depuis 2012 jusqu'en 2016, malgré leur irrégularité de ramassage, on peut estimer que les taux de collecte des déchets dans la ville de Bangui serait en moyenne de 35%. Ce chiffre recouvre des réalités diverses : soit les ordures sont ramassées lors du passage porte-à-porte des charriots (pousse-pousse) ; soit elles sont déposées par les habitants dans les bacs situés à proximité, puis évacuées par une entreprise ou par les services techniques de la ville.

Ainsi, les deux tiers des habitants de la ville de Bangui ne bénéficient d'aucun service d'évacuation des déchets. Face à cette situation, ils ont recours à l'incinération ou enfouissement au niveau de la concession, ou à l'évacuation dans des dépotoirs sauvages situés sur la voie publique ou sur des terrains vagues.

Dans certains cas, les déchets peuvent être évacués par des pousse-pousse informelles auxquels on fait appel lorsque le service officiel est défaillant (plusieurs jours sans collecte par exemple), mais ces pousseurs n'assurent que rarement une collecte domiciliaire régulière en raison de la faible rémunération de ce service, par rapport au transport de marchandises ou d'autres matériels et à cause des difficultés rencontrées pour évacuer les déchets (peu de site de transit aménagées accessibles). Il existe en revanche quelques individus spécialisés dans l'achat de certains déchets (ferrailles, bocaux et bouteilles, journaux et papiers) qu'ils revendent sur les marchés pour servir de récipients (pétrole, huile de palme, etc.) ou aux boutiquiers qui les utilisent pour emballer des denrées alimentaires.

Les taux de collecte observés à Bangui sont de même ordre de grandeur que ceux d'autres villes africaines. A titre de comparaison, les travaux animés par PS-Eau (France) et le PDM (Benin)

⁷Guey F., Broutin C., Sakana K., Cissé I., Tiam M., 2004, « *la Gestion ménagère à Mboro et Darou Khoudoss Sénégal* » document de travail Ecocité, Gret-Enda GRAF-ISRA, 2004, 28 pages, www.Ecocité.org/

estiment que le taux de collecte des déchets dans la ville de Yaoundé (Cameroun) est de 40%⁸ (la collecte est assurée par une société privée), chiffre peu élevé en raison notamment de l'insuffisance de voies de circulation praticables. Dans les villes de Ndjamena (Tchad) et de Nouakchott (Mauritanie), les taux de couverture, respectivement de 15 à 20 % et de 20 à 30 % sont encore plus faibles. Une étude de l'Agence française de développement (AFD) sur les modes de gestion des déchets urbains adoptés dans différents pays de la zone de solidarité prioritaire (ZSP) a évalué à 23 % le taux de collecte sur la ville de Ouagadougou (Burkina Faso).

D'une manière générale, les engins mécaniques sont surtout utilisés dans les quartiers centraux de Bangui. Certains quartiers périphériques sont de fait des systèmes de pré-collecte ou de collecteur des ordures ménagères (mais également de l'accès à d'autres services urbains) en raison des problèmes d'accès et d'une faible densité de population. Les services techniques de la Mairie Centrale de la ville de Bangui insistent sur le fait que certains quartiers périphériques ne peuvent être desservis sans un développement urbain préalable, voirie notamment.

Dans la ville de Bangui les quartiers centraux accueillent la plupart des services administratifs, bancaires et commerciaux. Ces quartiers sont les mieux desservis par le service d'enlèvement des ordures (taux de collecte de 56 %), bien que ce taux demeure relativement faible et conduise à l'existence de dépôts sauvages. Les quartiers périphériques ne sont pas desservis du tout, ce qui explique en partie que le taux de couverture global de la ville de Bangui soit limité aux environs de 35 %. La différence entre le taux de collecte global et celui observé dans les quartiers centraux est moins importante.

Dans la ville de Bangui, le service de collecte des déchets ménagers est délégué aux entreprises dont le contrat limite la collecte des ordures à 80 % de la superficie de la ville de Bangui. Certains quartiers de Bangui sont exclus du contrat car jugés particulièrement difficiles d'accès (ces quartiers ne bénéficient pas non plus de service de pré-collecte domiciliaire par des pousse-pousse).

Ce constat que le service d'enlèvement des ordures ménagères est mieux rendu dans les quartiers centraux est également valable pour les activités de nettoyage. Au-delà des raisons liées à l'urbanisation, bien réelles, la différence de traitement entre les quartiers traduit également des choix politiques. Dans un contexte où les ressources financières sont limitées et la demande en forte croissance, les quartiers périphériques, souvent irréguliers (occupation sans titre foncier) et disposant d'espace pour déposer, enfouir, ou brûler les déchets, ne sont pas prioritaires.

⁸Ngnikam E. (Era- Cameroun), Mise en place de structures de pré-collecte et de traitement des déchets solides urbains dans une capitale tropicale, Yaoundé, Programme solidarité eau (PS-Eau) et partenariat pour le développement municipal (PDM) programme de gestion durable des déchets de l'assainissement, 186p.

Des pratiques des ménages pour valoriser les déchets ou pallier l'absence de service. Les pratiques de tri et de récupération des déchets sont courantes dans tous les foyers et plus fréquentes dans les zones non desservies. Les bouteilles en plastiques ou en verre, les bocaux, les pots et sachets plastiques en bon état, les morceaux de fer, les chaussures et autres objets à rénover peuvent être réutilisés par les ménages ou revendus.

Dans les quartiers où le service d'enlèvement est irrégulier ou inexistant, les déchets peuvent être enfouis, incinérés ou simplement déposés dans des champs agricoles proches, dans des parcelles non loties, ou en périphérie de la ville créant des dépôts sauvages observés dans toute la ville de Bangui.

3.5 Un faible taux de collecte engendre le développement des dépôts sauvages à travers la ville.

Dans toute la ville de Bangui on observe des « chapelets » de dépôts d'ordures sauvages à l'entrée et à la sortie de la ville, ainsi que d'importants dépôts à l'intérieur même de l'espace urbanisé. A titre d'exemple, les services techniques de la Mairie Centrale de Bangui estiment à plus de 22 le nombre de dépôts sauvages dans les différents quartiers de Bangui.

Dans certains quartiers périphériques, les volumes aboutissant à la décharge finale sont quasi nuls. Une partie des déchets est jetée dans les différentes concentrations sauvages sur la voirie, les parcelles vides, les drains, les cours d'eaux etc. Les études de terrain ont montré que les rejets sauvages n'étaient pas forcément dispersés. Les concentrations des déchets à l'intérieur même des quartiers, plus ou moins nombreuses selon l'éloignement des dépôts de transit, s'expliquent par des rejets des déchets réalisés par les mêmes personnes sur les mêmes trajets (ménages, pousse-pousseurs, etc.)

CONCLUSION.

Le service d'enlèvement des ordures ménagères est un service public qui doit être rendu à tous. Pour des raisons d'équité et d'efficacité, une intervention sur la gestion des déchets solides urbains ne doit pas se limiter à un ou plusieurs quartiers, mais viser la desserte de tous les habitants. Ainsi, la pré-collecte organisée par des tiers (PME, association, ONG etc.) est une alternative efficace pour augmenter le taux de desserte et couvrir l'ensemble de la ville, y compris les quartiers pauvres. La gestion des déchets à Bangui consiste essentiellement en des points de collecte (sites de transit) dispersés à travers toute la ville, où les habitants apportent leurs ordures directement ou via un prestataire de pré-collecte. Les services municipaux évacuent plus ou moins régulièrement les déchets vers la décharge finale de Kolongo. L'évacuation satisfaisante des ordures ménagères est ressentie par les responsables politiques municipaux comme le problème n°1 de la salubrité des quartiers, et de façon plus générale, de leur mission de gestion urbaine.

La gestion de l'environnement urbain à Bangui comme dans la plupart des villes africaines est longtemps caractérisée par des formes de prestations héritées de l'époque coloniale et des résultats de gestion médiocres sur le terrain. L'adéquation de l'offre de service à l'attente des usagers est toujours insuffisante et seuls quelques privilégiés des quartiers du centre bénéficient réellement d'une véritable prestation de pré-collecte et collecte par des opérateurs associatifs ou privés.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

Ouvrages généraux

- ABRIC J-C. *Les représentations sociales : aspects théoriques*, in J-C, ABRIC (dir.) *Pratique sociales et représentation*. Paris : PUF, 1994, pp.11-36.
- DULUCQ, S., GEORG, O., (dir) *Les investissements public dans les villes africaines ; 1930-1985. Habitat et transport*. Paris, le Harmattan, 1989, 222 p.
- MOSSOA, M. L., (2006), *Contours réels des politiques urbains en Afrique subsaharienne francophone*. Mémoire pour l'obtention du diplôme d'habilitation à diriger des recherches (HDR) en géographie. Université Michel Montaigne, Bordeaux 3, 400 p.
- NGUIMALET, C.R. *Gestion de la qualité de l'eau, conflits et risque dans la ville de Bangui. (République Centrafricaine)* in : *la pénurie d'eau : donnée naturelle ou question sociale ?* A. Rivière-Honegger et J-P Bravard, éd., Géo carrefour, pp. 325-334.
- MBRINGA-TAKAMA, M.F., 1993, *l'interaction des politiques de développement et dynamique de la population dans un pays enclavé : la République Centrafricaine*, in *Migration et Urbanisation au sud du Sahara. Quel impact sur les politiques de développement ?* Karthala, Paris, 184 p.

Ouvrages spécifiques

- ADEGNIKA F. CHALOT F. DESILE D. DUCHEMIN J.P. ETIENNE J., Le JALLE C., MATHIS A., THUY TT. VALFREY B., *Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain*, programme de recherche, PDM, PS-EAU, 2004, 176 p.
- ADEME, *plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés : Méthode de révision*. Angers ADEME, 1999, 68 P.
- JOULOT A. *Les ordures ménagères*. Editions Berger-Levrault, 1946, 5 Rue Auguste Comte, Paris VI^e.
- PDM. *Annuaire de la gestion des déchets solides en Afrique de l'Ouest et du centre*. Partenariat pour le développement municipal, Cotonou (Benin), février 2003, 95 p.

- MAIRIE DE DJAMENA. *Tri sélectif et valorisation des déchets urbains dans la ville de Ndjamena* (Tchad) R.
- ROUYAT J., 2004, *comptes rendus d'interviews pour la capitalisation sur la gestion des ordures ménagers dans dix villes moyennes du Sénégal*, document de travail, GRET/ VIA/PACTE
- SEMBENE M., DA COSTA, J., (GRET), KONATE Y., N'DIAYE S., (ACDIL), 2003, partenariat municipalité/ société civile : *l'expérience de la pré-collecter des ordures ménagers de la ville de Bobo Dioulasso (Burkina Faso)*, in programme prioritaire urbain, éléments de capitalisation finale, Gret, 2003
- ZOA ANNE-SIDONIE (1996) *Les ordures à Yaoundé : urbanisation, environnement et politique au Cameroun*. Paris : le Harmattan.

Mémoires et Thèses

- BOKONGE NTEFO G. (2010) *l'apport de l'outil SIG dans la gestion durable des déchets urbains : Etude de cas dans les zones gérées par le PURISU à Bangui.*, mémoire de Master II, FLSH, département de géographie, Université de Bangui.
- MOTCHO, K., H., *Cadre de vie et systèmes de santé à Niamey (Niger)*. Bordeaux, Université Michel Montaigne de Bordeaux III, UFR de Géographie et de gestion des Espaces, thèse de doctorat en géographie des Espaces Tropicaux, 1991, 310 p.
- MOSSOA, M. L., (2006), *Contour réels des politiques urbains en Afrique subsaharienne francophone*. Mémoire pour l'obtention du diplôme d'habilitation à diriger des recherches (HDR) en géographie. Université Michel Montaigne, Bordeaux 3, 400 p.
- LEMOTOMO E., 1977, Bangui, étude urbaine, thèse de 3^e cycle, Université de Paris I
- NGUIMALET C. R. 2004, *le cycle de la gestion de l'eau à Bangui (République Centrafricaine), Approche hydro géomorphologique du site d'une capitale africaine*, thèse de doctorat, Université lumière Lyon 2, Laboratoire de géographie physique « P. Birot » UMR 8591- CNRS, 460 p.
- OUESSEBANGA A. M. 2009, *Etude par télédétection et système d'information géographique de l'extension de la ville de Bangui et son influence sur le paysage périurbain*, thèse de doctorat, Ecole Doctorale : EESC, Université Paris Diderot-Paris7, 251 p.
- VANNIER T., 2001, *Environnement et développement urbain : l'assainissement et la gestion des ordures ménagers dans les villes de Thiès (Sénégal)*, mémoire de stage, Enda tiers Monde RUP, Université louis Pasteur de Strasbourg, Ecole et observatoire des sciences de la terre, Dakar, 125 p.

- VERMANDE P. NGNIKAM E. YCHANGANG R. F. et BADA G.A. *Etude de gestion et des traitements des ordures ménagers de Douala (Cameroun)*, Yaoundé : Ecole nationale supérieure polytechnique (ENSP), Communauté Urbains de Douala (CUD), vol. 1 et 2, avril 1995, 340 p.
- YADADKA CYRILLE RUFIN PATRICK L'occupation anarchique de l'espace urbain, ses causes et ses conséquences : l'exemple de la ville de Bangui, Mémoire de 3eme cycle, Promotion 2005-2008 : Administration Générale, p.76

Articles

- REPUBLIQUE DU BENIN GROUPE GDBIO, *Aspects techniques de la gestion des déchets biomédicaux au Benin*, 1998.
- BENJAMIN FAYOMI, Dr MICHEL MAKOUTODE, *Gestion des déchets biomédicaux volet formation et Sensibilisation*, 1998.
- PGU-IAGU-SERHAU-SEM-GDBIO, *Profil Environnemental des déchets biomédicaux à Cotonou (Benin)*, 1998.

Webographie.

www.mmsb.univ-aix.fr/ica/clio/numero/18.html

<http://www.inspection.gc.ca/français/anima/disemala/bseesb/enhreif.shtml>